

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q2/EGY/12

17 novembre 2000

(00-4895)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

NOTIFICATION PRÉSENTÉE AU TITRE DE L'ARTICLE 12:4 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES AVANT L'APPLICATION D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE PROVISOIRE VISÉE À L'ARTICLE 6

Questions posées par les ÉTATS-UNIS concernant la notification présentée par l'ÉGYPTE¹

L'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes permet de prendre une mesure de sauvegarde provisoire "après" l'établissement d'une détermination préliminaire. Il semble cependant que l'Égypte a ouvert son enquête le 25 septembre et que la mesure provisoire a été imposée le jour suivant. Cela signifie, dans la meilleure des hypothèses, que l'Égypte s'est bornée à effectuer une enquête préliminaire de pure forme.

- Comment la notification de l'Égypte est-elle compatible avec l'obligation qui lui est faite à l'article 12:4 d'adresser une notification avant de prendre une mesure de sauvegarde provisoire?
- En l'absence pour ainsi dire de notification préalable, comment l'Égypte a-t-elle veillé à ce que les fournisseurs soient en mesure de présenter leurs vues et de faire en sorte que celles-ci soient prises en considération avant l'application d'une mesure de sauvegarde provisoire? Depuis l'ouverture de l'enquête, y a-t-il eu une audition publique?

Bien qu'il y ait eu un accroissement des importations de lait en poudre en Égypte, nous croyons comprendre que l'augmentation relativement importante de la production nationale de lait a largement contribué à faire baisser les prix du lait. Nous croyons savoir par ailleurs que la production nationale n'a diminué que de 3 pour cent et que sa part de marché s'établit toujours à 90 pour cent. Étant donné la procédure prévue à l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes, nous encourageons vivement l'Égypte à tenir compte dans son enquête des facteurs autres que les importations, qui auraient pu contribuer à faire baisser les prix intérieurs et les bénéfices.

- Compte tenu de ces facteurs nationaux, comment les autorités compétentes auraient-elles évalué le dommage susceptible d'être causé au cours de la période de 200 jours – commençant le 26 septembre 2000 – si elles avaient décidé de ne pas imposer de mesure de sauvegarde provisoire? Si tel avait été le cas, quelles étaient, selon la détermination préliminaire des autorités, les conséquences susceptibles de se produire dans l'immédiat?

¹ G/SG/N/6/EGY/3 et G/SG/N/7/EGY/2 + Corr.1.